

29 octobre 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Robert Fico, Premier ministre de la République slovaque, sur les relations franco-slovaques et sur la construction européenne, à Bratislava le 29 octobre 2013.

ROBERT FICO : « Monsieur le Président, cher François HOLLANDE, j'apprécie beaucoup votre venue à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de la création de la République slovaque. Cette visite n'est pas seulement symbolique pour nous. C'est aussi votre première visite en Slovaquie, ce pays qui a beaucoup de succès aujourd'hui au niveau de l'Union européenne. Personnellement j'apprécie la signature du plan d'action du partenariat stratégique qui détermine les priorités de notre coopération franco-slovaque. Ici, nous avons de nouvelles possibilités pour des sociétés pour l'éducation, pour le secteur de la santé. Nous pourrions tout faire pour créer un bon milieu pour entreprendre et pour nous occuper des sujets européens qui sont importants.

Je voudrais souligner, Monsieur le Président, que la Slovaquie et la France n'ont jamais été aussi proches quand il s'agit des sujets européens. Aujourd'hui, nous en avons parlé et nous voyons que nous avons une très grande proximité de vues. Je suis heureux que nous puissions constater, tous les deux, qu'au niveau de l'Union européenne, du Conseil européen, de la Commission européenne, nous avons déjà traversé la période la plus difficile. Nous avons réussi à stabiliser la zone euro, nous avons tout fait pour que le reste de notre monnaie unique.

Après cette étape, il nous faut réagir et traiter les conséquences sociales - surtout le chômage des jeunes - et il nous faut prendre des mesures pour promouvoir la croissance. Je voudrais apprécier le rôle de leader que vous avez rempli. Vous faites tout pour créer la croissance en Europe. Je dois dire que, concernant les jeunes, je suis très heureux d'être invité à la Conférence de Paris le 12 novembre. Aujourd'hui déjà, nous avons parlé des projets concrets, nous avons parlé des réformes qui pourront être utilisées dans ce domaine.

Lorsque nous parlons des hommes politiques qui sont à gauche, ou qui sont au centre, lorsque nous disons qu'il y a certaines choses qui sont sacrées pour nous, je pense qu'il faut que nous commençons à produire des résultats. Les jeunes qui vivent à Marseille ou à Zilina ne s'intéressent pas de savoir si le déficit du pays est 1% ou 3%. Ils ne comprennent pas ce que veut dire l'inflation, ils ne comprennent pas les chiffres. Mais ce qu'ils comprennent, c'est ce qui les intéresse et c'est de trouver un emploi, d'avoir l'occasion d'augmenter leurs qualifications et réfléchir à leur vie professionnelle.

La Slovaquie est un pays pro-européen et nous savons que dans notre processus d'intégration, le Président français est toujours celui qui nous soutient. Il est très important, qu'ensemble, avec la France et l'Allemagne, nous créions des conditions favorables à la croissance économique, avec l'intérêt particulier que nous portons aux jeunes. Maintenant, ce n'est plus le temps des discussions abstraites, de parler des structures européennes. Si nous voulons empêcher les extrémistes et les nationalistes de réussir, il nous faut fournir des résultats.

Je remercie Monsieur le Président de nos discussions, aussi bien à table qu'ailleurs, merci Monsieur le Président, soyez le bienvenu. »

LE PRESIDENT : « Une nouvelle fois, cher Robert FICO, je vous remercie pour cette invitation qui est symbolique puisque, depuis 20 ans, il n'y avait pas eu de président de la République française à Bratislava. C'est historique, si l'on veut regarder notre passé commun et les luttes que nos deux peuples ont pu engager pour les mêmes idéaux.

Cette visite est également l'expression d'une volonté, celle de travailler ensemble, au plan économique. Nous l'avons marqué à travers ce partenariat, renouvelé dans des domaines essentiels, comme l'énergie - notamment l'énergie nucléaire -, les nouvelles technologies avec des coopérations en matière scientifique de très haut niveau, les infrastructures avec de nombreuses entreprises qui travaillent pour équiper la Slovaquie et d'une manière générale les entreprises - 400 - qui sont ici pour développer nos échanges et qui représentent 5 milliards de euros.

Nous voulons travailler ensemble, Slovaquie et France, pour les seuls enjeux qui comptent, l'emploi, la croissance, la solidarité. Nous avons également la volonté de travailler autour des enjeux européens. Nous nous sommes retrouvés côte à côte, depuis 18 mois, pour faire prévaloir d'abord l'exigence - au-delà des disciplines budgétaires nécessaires - de la croissance. Vous m'avez soutenu lorsque j'ai proposé ce pacte de croissance.

Nous nous sommes retrouvés aussi lors des discussions sur le budget européen. Un pays comme la Slovaquie avait besoin d'un cadre financier pluriannuel, permettant de trouver des solutions pour l'investissement public, ici, en Slovaquie.

Nous nous sommes retrouvés également sur la politique agricole commune et nous retrouvons encore aujourd'hui pour porter la question de l'emploi, et notamment de l'emploi des jeunes. La Slovaquie sera présente, comme beaucoup de pays européens, la plupart, à la Conférence que j'organise le 12 novembre. Vous m'avez fait le plaisir de répondre à cette invitation. Nous devons anticiper par rapport au budget européen et faire en sorte que l'emploi des jeunes puisse être, dorénavant et déjà, porté pour les prochains mois, de façon à ce qu'aucun temps ne soit perdu.

Nous avons une obligation : faire travailler l'Europe avec un rythme, avec une perspective qui donne espoir aux peuples. C'est vrai qu'il y a une menace d'extrémisme. Cette menace est présente partout, en Europe centrale mais aussi en Europe occidentale. Cette menace repose sur la désespérance, sur la peur, sur le repli, sur la dénonciation de l'Europe. Nous devons y faire face en faisant en sorte de donner une nouvelle dynamique à l'Europe. C'est ce que nous avons engagé ensemble.

Cette dynamique, c'est d'abord de pouvoir faire de l'Europe une avant-garde pour la gouvernance économique. La crise de la zone euro est derrière nous, nous devons maintenant gouverner la zone euro avec davantage de fermeté et de coordination. Nous avons aussi l'obligation d'être en avant-garde technologique. C'est ce que nous faisons sur l'énergie, le numérique et d'une manière générale, les industries de demain. Nous devons être en avant-garde sur le plan politique en ayant plus de solidarité sur un certain nombre de sujets. Je rappelle souvent ce qu'était la Slovaquie il y a 20 ans, tous les efforts qui ont été menés, tous les succès, qui n'empêchent pas les difficultés.

Je veux saluer le travail du gouvernement de Robert FICO. Ma visite aujourd'hui n'est pas simplement la réponse à une invitation. C'est cette conviction qu'un pays comme la Slovaquie, arrivé plus récemment que d'autres dans l'Union européenne et un pays fondateur, comme la France et qu'un pays d'une taille moyenne et un pays qui est la deuxième économie de l'Europe, la France, nous pouvons avoir des objectifs communs. Nous sommes ensemble. Il était très important, au-delà du rappel du passé, de montrer que cet avenir-là, nous le construisons ensemble. Merci. »

QUESTION : « Quels sont les projets concrets de coopération entre la Slovaquie et la France ? »

Robert FICO : « Comme je l'ai déjà dit, il y a 400 entreprises slovaques dans plusieurs domaines : les constructions des autoroutes et les communications, la fabrication des véhicules. La Slovaquie reste un pays attractif. Les investisseurs ont des expériences concrètes. Quelle est la productivité de travail ? Quelle est la qualification de la main d'œuvre, le niveau de la qualification ? La Slovaquie a tout intérêt pour l'arrivée des investissements à avoir une valeur ajoutée plus élevée. Vous me posez la question sur des projets concrets. Nous avons surtout traité la question de la production de l'électricité et le passage à l'énergie atomique. Il y a un projet qui concerne l'Allemagne

production de l'électricité et le recours à l'énergie atomique. Il y a un projet qui s'appelle Allegro. La Slovaquie bénéficie du soutien français. Le Gouvernement slovaque a tout intérêt de coopérer avec les entreprises françaises dans le domaine de la sûreté nucléaire.

Il est évident qu'aujourd'hui, dans l'achèvement de la construction de troisième et quatrième bloc, où AREVA est présente. Le gouvernement garde son intérêt de construire une nouvelle tranche. C'est l'essentiel pour les pays qui ont des expériences, qui ont le savoir-faire.

Sans aucune ambiguïté, je peux constater que dans le domaine de l'énergie nucléaire, la France et la Slovaquie agissent en binôme. Chaque pays a l'autonomie, a le droit de choisir son assiette énergétique, son mix énergétique. Nous avons opté pour l'énergie nucléaire. La situation est telle que, dans l'avenir, il y aura pénurie d'électricité, je parle surtout de l'axe Nord-Sud. Le pays qui aura le potentiel de produire de l'électricité aura un avantage énorme.

Concernant l'emploi des jeunes, nous en avons parlé au dernier Conseil européen. Je dirai la même chose le 12 novembre à Paris : il faut persuader les technocrates de la Commission que nous avons besoin de plus de souplesse quant à l'utilisation des fonds structurels des fonds européens. Aujourd'hui, il y a le risque que certains pays ne soient pas capables d'utiliser les enveloppes financières allouées à tel ou tel fonds. Il faut donc créer un mécanisme européen pour créer des emplois pour les jeunes.

Nous avons les expériences avec les transferts entre les lignes budgétaires, entre les fonds européens, ce qui nous a permis de créer 12 500 emplois. Aujourd'hui, il y a 10 000 emplois des jeunes qui existent réellement. Nous participerons activement à toutes les initiatives. Il y avait 6 milliards de euros alloués à la lutte contre le chômage des jeunes. De cette enveloppe financière, 200 millions de euros sont réservés à la Slovaquie pour le retour à l'emploi des jeunes, c'est-à-dire des chômeurs de moins de 29 ans.

Il faut arrêter les discussions sur le déficit. Il faut parler de la vie digne, de la justice sociale, de la croissance. C'est cela l'agenda du gouvernement de gauche. Si ce ne sont pas nos gouvernements, ce sont les extrémistes qui se saisissent de cet agenda. Les pays en Europe centrale, en Europe occidentale, ne méritent pas d'avoir des extrémistes au gouvernement.»

LE PRESIDENT : « Pardon de ne pas répondre à toute la question car une partie ne m'a pas été traduite mais j'ai compris les différents sujets qui étaient évoqués.

Le premier sur l'énergie. La France et la Slovaquie sont les deux pays en Europe qui placent l'énergie nucléaire au cœur de leur production d'électricité. Dès lors, nous avons un double devoir. Un devoir de sûreté et de sécurité et aussi un devoir de maîtrise du processus. C'est là que la coopération entre la France et la Slovaquie est à haut niveau parce qu'elle est globale. Elle va de l'ingénierie au démantèlement des centrales en passant par la construction de réacteurs et par tout ce qui peut être le stockage ou le retraitement des déchets.

Nous sommes donc partie prenante d'une coopération. Nous avons la volonté de développer un réacteur de nouvelle génération. C'est l'idée d'Allegro. Nous devons mettre en coopération nos équipes. C'est ce que nous avons encore fait aujourd'hui.

Sur l'énergie, l'Europe laisse chaque pays avoir les sources d'énergie qu'ils considèrent comme meilleures pour son économie ou pour la protection de l'environnement. Nous avons des obligations en termes de lutte contre le réchauffement climatique. Nous avons, par le nucléaire, une obligation de sûreté mais nous devons aussi faire en sorte que, pour la préparation de la Conférence climat, nous puissions éviter qu'il y ait des énergies polluantes.

C'est pourquoi nous avons aussi, dans le même partenariat stratégique, lancé l'idée d'une coopération sur les économies d'énergie. Tout à l'heure, il y avait des entreprises françaises et slovaques qui travaillaient dans cette direction, une coopération de haut niveau sur le plan énergétique.

Concernant la deuxième question, sur l'emploi. Je disais, je réunirai une Conférence le 12 novembre, la deuxième au plan européen, sur l'emploi des jeunes. Une des idées que nous portons ensemble, Slovaquie et France, c'est que nous puissions avoir des fonds européens qui soient plus faciles d'accès, plus rapides dans leur utilisation, plus fluides d'une certaine façon, de manière à ce que nous puissions engager, le plus vite possible, les programmes pour l'emploi des jeunes. En France, c'est ce que nous avons ouvert avec les emplois d'avenir, mais j'ai relevé que

Slovaquie il y avait une idée comparable.

A la Conférence du mois de novembre, nous allons, non pas nécessairement créer un fonds supplémentaire, mais faire en sorte que les fonds existants soient beaucoup plus faciles à mobiliser pour les dispositifs de lutte contre le chômage des jeunes.

J'ai cru comprendre que vous aviez une question sur les services de renseignement ? Au Conseil européen, une initiative a été prise par la France et par l'Allemagne. Nous allons travailler à ce code de bonne conduite. Je remarque d'ailleurs que depuis que le Conseil européen a pris une position qui soutenait cette initiative, les Américains ont accepté cette coopération. Nous devons aller jusqu'au bout, parce que nous ne pouvons pas admettre que des alliés, des amis puissent se surveiller. Il y a une autre dimension qui est la protection des données personnelles. Là-aussi, l'Europe est d'avant-garde puisqu'elle va organiser une réglementation pour assurer la protection des données personnelles. »

QUESTION : « Cette question s'adresse à tous les deux. Une directive européenne prévoit le principe d'une taxe sur les transports routiers. Première question : cette taxe est-elle un bon principe ? Deuxième question : en Slovaquie, je crois que vous avez institué une taxe sur les transports routiers. Cela a-t-il été difficile ? Est-ce que c'est difficile en Slovaquie d'instituer un nouvel impôt ? En France, le Gouvernement français vient justement, aujourd'hui, de suspendre la mise en œuvre de cette taxe en raison des violences. Est-ce qu'il y a une impuissance à agir en France ? Est-ce qu'il est difficile d'agir en France ? Est-ce qu'il est difficile d'agir en France ? Et la faute à qui ? »

Robert FICO : « J'espère que j'ai bien saisi la question quant à la taxe du transport routier ou le péage routier. Plusieurs projets ont déjà été réalisés et mis en œuvre en Slovaquie. Il y avait le problème avec le télépéage. Personne ne veut payer les taxes, les redevances, les cotisations. Mais aujourd'hui, cela nous apporte des ressources financières que nous pouvons réinvestir dans la reconstruction des routes.

Aujourd'hui, les poids lourds, pour éviter les péages, utilisent les petites routes, les routes locales - que nous appelons de deuxième ou de troisième catégorie - ils les détruisent. Nous avons pris l'initiative d'empêcher aux poids lourds, d'éviter ce système de télépéage en dehors des grands poids lourds, des véhicules. Il y avait certaines réticences mais aujourd'hui le système fonctionne bien. Il n'y a donc pas d'opposition.

LE PRESIDENT : « L'écotaxe n'est pas une obligation européenne. C'est un bon principe. Ensuite, tout est affaire de mise en œuvre. Cela prend du temps et cela doit prendre du temps, parce que cela doit respecter un certain nombre de conditions. C'est ce qui est en ce moment en discussion en France. Merci. »